MARRAKECH SUCCÈS ET COUACS D'UN FESTIVAL

UNE MASCARADE NOMMÉE CORCAS

HEBDOMADAIRE

le journal

15 DH-2 euros - n°281 Du 9 au 15 décembre 2006 urnal-hebdo.com

Gouvernance

Hassan II mieux que Mohammed VI ?

Les indices chocs de la Banque mondiale

Dépôt légal 2001/0012 - ISNN 1114-3576 Directeur de la publication : Aboubakr Jamaï

ÉDITO

Des indices qui dérangent

Par Aboubakr Jamaï

Le Journal Hebdomadaire publie dans ce numéro les résultats d'une compilation d'indices de gouvernance par la Banque mondiale. Ce rapport porte sur la dernière mise à jour des indicateurs de gouvernance dans 213 pays et territoires, lesquels mesurent six aspects de la gouvernance : être à l'écoute et rendre compte, instabilité politique et violence, efficacité des pouvoirs publics, fardeau réglementaire, Etat de droit et maîtrise de la corruption. Ce rapport porte sur la période 1996-2005. Il permet donc de juger l'évolution de la qualité de la gouvernance dans cette période et donc de comparer la fin de règne de Hassan II au début de règne de Mohammed VI. Sur les six aspects choisis par la Banque mondiale, le Hassan II de la période 1996-1999 a mieux réussi que le Mohammed VI de la période 1999-2005. Mais quel est l'intérêt de comparer la qualité de gestion du Hassan II des années 90, voire de la deuxième moitié de cette décennie et les performances de son fils durant les premières six années de son règne ? D'abord parce que l'argument massue du marketing du nouveau règne est que l'accession au trône de Mohammed VI marque une rupture nette et positive avec le règne de son père. Argument aux implications importantes. L'instrumentalisation de cette idée s'est traduite par l'anesthésie des forces démocratiques. Puisque c'est mieux qu'avec le père, il faut s'estimer heureux et, en quelque sorte, se contenter de son sort. Résultat, une ambiance soporifique. La monarchie n'a pas cédé un pouce de ses prérogatives politiques. Bien au contraire, la multiplication des commissions royales et la nomination d'un Premier ministre de souveraineté ont rogné la déjà maigre marge de manœuvre des partis politiques représentés au gouvernement. Sur le plan économique, la monarchie du business ne s'arrête devant rien, ne fait plus semblant. Mise au pas, la CGEM a courbé l'échine avec la nouvelle présidence. Une pluviométrie plus clémente, des pétrodollars qui viennent se recycler dans l'immobilier marocain et une surliquidité due à une économie informelle qu'on fait semblant de vouloir stopper font encore illusion. Une minorité infinitésimale de Marocains bénéficie de ces mannes mais la plupart souffrent. Contrairement à ce que la machine marketing du régime veut faire croire, la tendance n'est pas bonne. Comme l'explique Najib Akesbi, l'Etat se garde bien de fournir les données qui permettent de juger de l'ampleur de la fracture sociale. Alors, on se rabat sur ce qu'on voit et vit. L'insécurité, l'émigration clandestine, la mendicité, autant de phénomènes troublants qui viennent ternir l'image d'Epinal d'un régime autoritaire mais bienveillant et efficace. En fait, l'escroquerie intellectuelle est que le régime s'est évertué, avec l'aide de démocrates de gauche "repentis", à construire l'image d'une monarchie libérale et démocrate en comparant le Mohammed VI d'aujourd'hui au Hassan II des années 60, 70 et 80. Or le roi défunt, qui était tout sauf un démocrate, mais un monarque "machiavélien" soucieux de préserver son institution, avait évolué sous l'effet du rapport de force qui était de moins en moins en faveur d'une monarchie omnipotente. D'où une fin de règne beaucoup moins noire que ne veut le faire croire la doxa actuelle. Les indices de gouvernance compilés par la Banque mondiale semblent même indiquer que le Hassan II de la fin des années 90 surpasse son fils dans la qualité de sa gouvernance. Si les efforts de changement de l'époque étaient déjà insuffisants, les indices compilés par la Banque mondiale nous indiquent qu'ils le sont encore plus aujourd'hui. ■

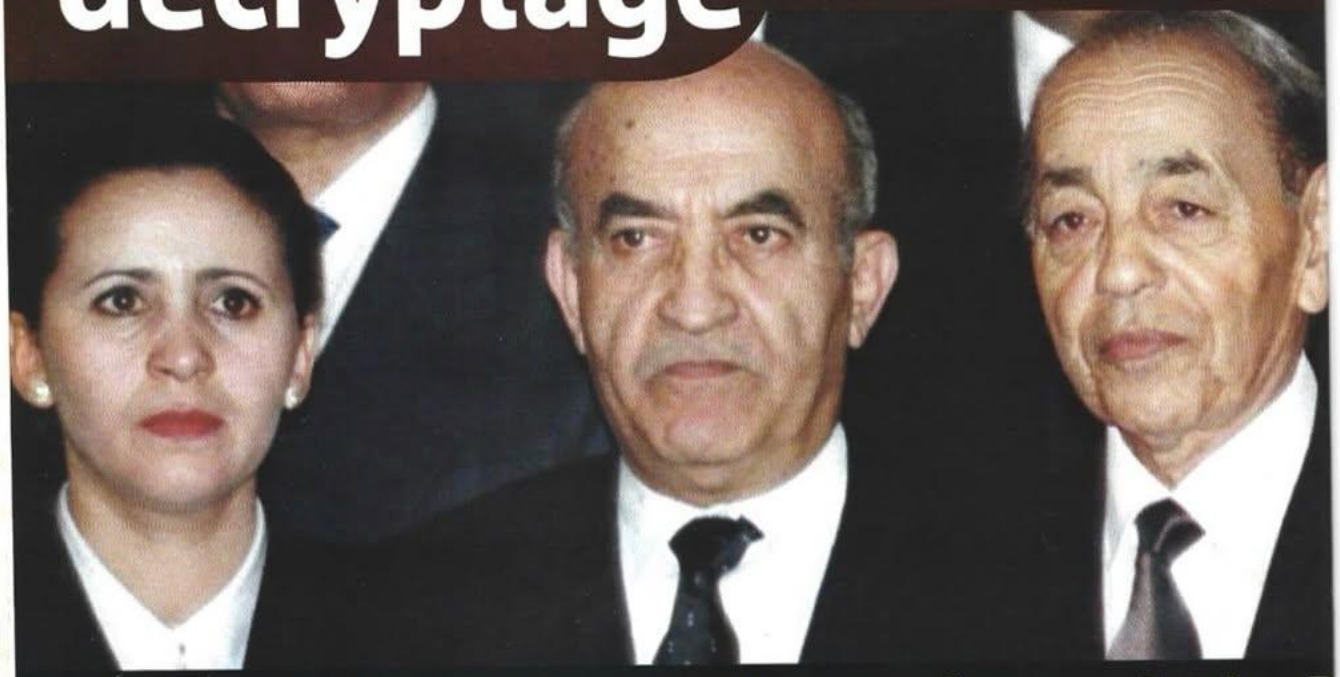
OPACITÉ

L'Etat se garde bien de fournir les données qui permettent de juger de l'ampleur de la fracture sociale.

The Washington Post

Retrouvez Aboubakr Jamaï sur PostGlobal, un forum du Washington Post
http://blog.washingtonpost.com/postglobal/

décryptage



Gouvernance : Les indices chocs de la B

Hassan II mieux que

nque mondiale
ohammed VI ?

PAR ABOUBAKR JAMAÏ,
FÉDOUA TOUNASSI
& AMÉLIE AMILHOU

Les indicateurs de la gouvernance publiqués par la Banque mondiale en septembre 2006 montrent que le Maroc avait mieux évoluer durant les dernières année du règne de Hassan II que durant le règne de Mohammed VI. Ces résultats viennent contredire les arguments du marketing officiel et confirmer l'impression d'une gouvernance qui s'est dégradé. Il en résulte un Maroc à deux vitesses où les inégalités semblent se creuser.

PHOTOS DR

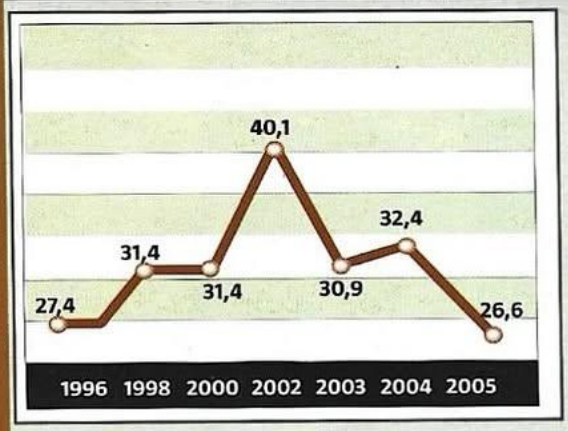
La gouverna

Ce n'est pas l'Association marocaine des droits de l'Homme qui le dit. Ce ne sont pas non plus ces "nihilistes" de la presse indépendantes ni une quelconque lettre ouverte de Abdeslam Yassine qui le disent. Ce sont les fameux indicateurs de la gouvernance de la Banque mondiale qui le soulignent cruellement. Le Maroc avait une meilleure gouvernance lors des dernières années de la décennie 90 que lors des cinq premières années des années 2000. Dit autrement, ces chiffres confirment ce que nombre de hauts fonctionnaires, souvent toujours proches du roi, pensent, et même disent en off. «*Il y avait une dynamique lors des années 90 à laquelle on ne rend pas justice*», avance diplomatiquement ce pilier du régime qui est pourtant resté auprès de Mohammed VI. Enterrés dans la littérature consacrée à ces indicateurs par la Banque mondiale, on trouve bien des passages qui expliquent qu'ils sont une compilation d'une multitude de sources, certes crédibles, mais qui ne reflètent pas nécessairement un jugement de sa part.

Le fait est que ces indicateurs ont été promus comme une avancée majeure dans l'évaluation de la qualité de gouvernance d'un pays. S'ils ne sont pas parfaits, ils ont pourtant été très bien accueillis par la communauté scientifique. Basés sur une batterie d'indices confectionnés par des institutions comme Transparency International, Freedom house et le World economic forum, ces indicateurs répondent à une demande urgente de la communauté internationale. Comment jauger les performances de gouvernance des Etats, et plus spécialement, ceux des pays en voie de développement ? La question est d'importance. Ces indicateurs permettent de mieux répartir l'aide. La Banque mondiale elle-même n'hésite pas à distribuer les bons points basés sur ces indicateurs. «*Hong Kong montre un niveau de probité très élevé et nos indicateurs de gouvernance la placent très haut dans le classement*», affirme le directeur du Global program à l'Institut de la Banque mondiale, Daniel Kaufmann.

Preuve s'il en est que le leadership de la Banque mondiale ne pense pas que ces indicateurs soient triviaux. Là, les résultats sont embarrassants pour le nouveau règne. Déjà le classement Transparency sur la corruption et celui du développement humain du PNUD ne sont guère flatteurs. Comment en est-on arrivés là ? D'abord, il faut revenir sur la décennie 90. Celle-ci avait commencé avec deux coups de tonnerre et un séisme. Les deux coups de tonnerre sont d'un côté la sortie du livre

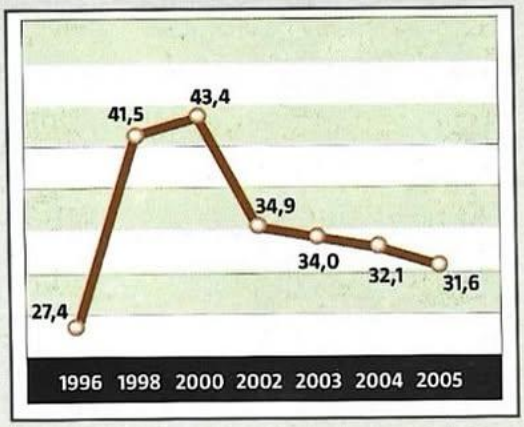
Liberté d'expression



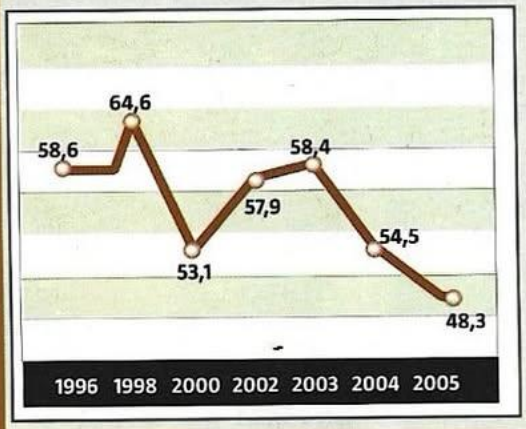
L'indicateur d'être à l'écoute et rendre compte mesure la capacité qu'ont les citoyens d'un pays à participer aux choix de leur gouvernement et leur liberté d'expression, d'association et de la presse. Après s'être très nettement amélioré en 2002, cet indicateur descend en 2005 en dessous de son niveau de 1996. Inquiétant à l'heure où l'on parle de l'ouverture démocratique du Maroc. ■

Instabilité politique

L'indicateur d'instabilité politique et violence évalue la possibilité que le gouvernement soit déstabilisé ou renversé par des moyens inconstitutionnels et violents, dont le terrorisme. Seuls 31,6% des 213 pays concernés par le classement sont moins bien lotis que le Maroc en matière de stabilité politique alors qu'ils étaient 43,4% en 2000. Les attentats de Casablanca du 16 mai 2003 et la montée d'un islamisme radical peuvent expliquer ce recul. ■



Pressions politiques

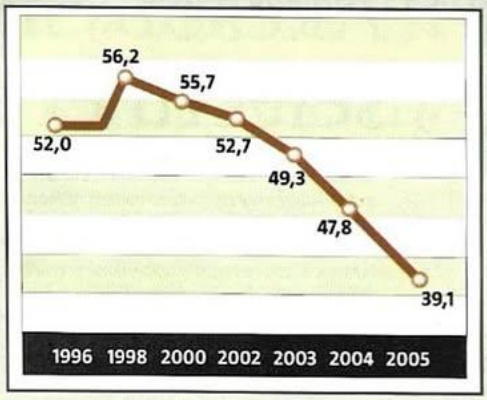


L'indicateur d'efficacité des pouvoirs publics évalue la qualité des services publics et de la fonction publique et leur degré d'indépendance par rapport aux pressions politiques. Il prend aussi en compte la qualité de l'élaboration et de l'exécution de différentes politiques par le gouvernement et la crédibilité de son engagement vis-à-vis d'elles. Là encore, la donne est nettement moins bonne en 2005 qu'en 1996. Le Maroc est aujourd'hui dans la moitié des pays à l'efficacité gouvernementale la moins bonne alors qu'il était du côté des bons élèves à la fin de l'ère Hassan II. ■

Pour calculer ces six indicateurs, la Banque mondiale a utilisé les ressources d'interl du développement, Global insight ou encore Freedom House.

nce mise à mal

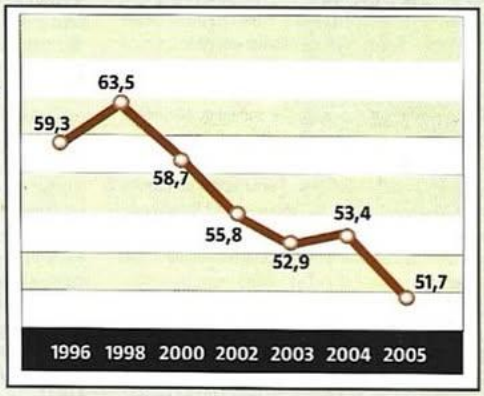
Environnemnet des affaires



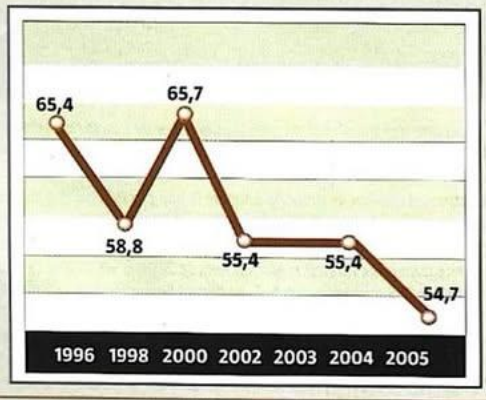
L'indicateur du fardeau réglementaire estime la capacité du gouvernement à élaborer et àexécuter des politiques saines et une réglementation qui permettent et favorisent le développement du secteur privé. Mauvaise nouvelle pour ceux qui travaillent dans ce secteur : le désengagement par l'Etat du public semble ne pas s'être forcément fait au profit du privé : selon les critères du PNUD, la qualité de la réglementation n'a cessé d'empirer au Maroc en comparaison des autres pays, depuis 1998. ■

Justice : la grande perdante

L'indicateur de l'Etat de droit mesure le niveau de confiance et de respect des règles de la société. Il met non seulement l'accent sur la qualité de l'application des mesures légales, sur la police et sur les tribunaux mais aussi sur le niveau de criminalité et de violence. Tendance à la baisse aussi pour ce qui est de la confiance en la justice puisque cet indicateur est en détérioration lente mais ininterrompue depuis 1998. ■



Corruption : l'hécatombe



L'indicateur de maîtrise de la corruption analyse à quel point le pouvoir public peut être utilisé pour un bénéficie privé. Il prend aussi bien en compte les petites ou les grandes formes de corruption que la main-mise sur l'Etat par les élites et les intérêts privés. Il faut croire que le changement de régime ne s'est pas accompagné d'un changement de pratiques : moins bon qu'en 1996 et 2000, le classement du Maroc stagne, voire baisse légèrement depuis 1996. ■

Source site Banque mondiale : http://info.worldbank.org/governance/kkz2005/sc_chart.asp

eur clés comme, le Forum économique mondial, Reporter sans frontières, la Banque africaine

El Massnaoui «Une bonne gouvernance est essentielle»

Khalid El Massnaoui
Economiste principal à la Banque mondiale

■ A travers six indicateurs que vient de publier la Banque mondiale, on voit que le Maroc régresse en matière de bonne gouvernance. Quel implication cela a-t-il sur la politique sociale du pays ?

Qui dit mauvaise gouvernance dit augmentation des disparités sociales et de la pauvreté. Une bonne gouvernance est essentielle pour le développement d'un pays. Elle est la preuve d'un bon fonctionnement des institutions, des processus de prise de décision et du principe de participation. Sa détérioration implique une détérioration des indicateurs sociaux. S'il y a mauvaise gestion du pays, ça a un impact sur sa compétitivité et, par ricochet, le social accuse le coup. Tout cela montre que la politique sociale au Maroc n'est pas forcément prioritaire. D'autres problématiques sont peut-être jugées plus urgentes.

■ Quels sont ceux qui ressentent en priorité l'impact négatif d'une mauvaise gouvernance ?

Les premiers touchés sont évidemment les Marocains les plus pauvres. Ce sont les moins aptes à se protéger, vu leur situation de grande précarité, et donc ceux qui souffrent le plus d'une détérioration du social. C'est particulièrement vrai dans un contexte où la croissance n'est pas suffisante et ne permet pas de gommer les disparités.

■ Le Maroc se glorifie pourtant d'une croissance à 7% cette année ?

Ce chiffre n'est pas significatif. Cette croissance à 7% n'est pas structurelle et s'explique avant tout par de bonnes conditions climatiques qui ont dopé l'agriculture. C'est tout aussi vrai pour les chiffres de croissance des quatre dernières années qui sont bons mais qui sont avant tout dus à l'agriculture. La croissance à long terme, elle, ne dépasse pas les 3 ou 3,5%. Ce n'est vraiment pas suffisant pour faire face aux difficultés à long terme que rencontre le Maroc. Pour se développer, un pays émergent a besoin d'avoir une croissance à long terme supérieure à 7% pendant plusieurs décennies. C'est sur ce long terme que l'ont peut observer une véritable redistribution des recherches alors que sur le court terme, la croissance profite avant tout aux riches. ■

... de Gilles Perrault, «Notre Ami Le Roi», et surtout le refus en 1992 du Parlement européen de valider l'aide destinée au Maroc pour raison de violations des droits de l'Homme. Le séisme, c'est bien évidemment la chute du mur de Berlin et la fin officielle de la guerre froide. Les deux premiers événements avaient mis à nu les travers du régime de Hassan II au moment où le troisième lui enlevait sa "protection". Hassan II ne pouvait plus se prévaloir de son combat contre les rouges pour faire oublier son mode de gouvernance. Sur le plan économique, le point d'inflexion a sans doute été la crise financière de 1983 qui allait obliger le Maroc à faire de la place à une véritable classe des affaires et aussi aller vers plus de transparence économique. Hassan II avait compris que la survie de la dynastie alaouite passait par une libéralisation politique.

Une libéralisation qu'il fera évidemment tout pour maîtriser : multiplication des réformes, loi bancaire, loi sur les marchés financiers, loi comptable en sont des exemples. Les dérapages, et même pire, ne manqueront pas. La campagne d'assainissement, bien sûr, et puis aussi des deals pas toujours très clairs comme l'a montré l'affaire Lydec. Paradoxalement, ces affaires vont permettre au patronat de s'affirmer. C'est dans son combat dans l'affaire Lydec, et surtout contre l'administration Basri que la communauté des affaires gagnera ses galons d'interlocuteur crédible. Hassan II permettra ce nouveau statut.

L'affairisme inhérent à un régime autoritaire était bien sûr prévalent, mais déjà, comme le montre l'évolution de l'affaire du CIH, Hassan II en prend la mesure et tente de régler les choses dans le calme.

DR

Najib Akesbi
Economiste

Akesbi «Si " sélectif et n

Alors qu'on parle d'un Maroc en mouvement, ne pensez-vous pas que les inégalités entre les classes les plus aisées et les plus pauvres se creusent de plus en plus ?

Le Maroc est peut-être en "mouvement", mais il suffit de sortir dans la rue, compter le nombre de mendiants qui vous implorent à chaque feu rouge, aller dans les quartiers périphériques prendre la mesure de l'étendue des bidonvilles et de l'état de dénuement de la population qui y vit, pousser plus loin pour aller voir en milieu rural comment des citoyens marocains peuvent encore vivre en 2006 comme s'ils étaient au Moyen-ge (absence d'eau potable, d'électricité, de routes carrossables et autres infrastructures économiques et sociales les plus élémentaires...) pour se rendre compte que ce n'est pas si simple. Si "mouvement" il y a, il est bien sélectif et même tout à fait régressif : oui, les riches continuent de s'enrichir mais les pauvres persistent, eux, à s'appauvrir.

Existe-t-il des études qui permettent d'illustrer cet accroissement des inégalités ?

Si les inégalités s'atténuaient effectivement, je peux vous assurer que les responsables se seraient empressés de produire et publier des statistiques à grand renfort de tapage médiatique comme ils savent le faire en général. Pour l'instant, se fondant sur des hypothèses tout à fait contestables et des méthodologies peu crédibles, ils nous disent que la pauvreté est en train de reculer ! On a alors envie de leur répondre en posant simplement la question suivante : comment se fait-il alors que, au regard de l'Indice du développement humain du PNUD, le Maroc reste tellement à la traîne, classé encore en 2006 à la 123ème place, loin derrière tous ses voisins maghrébins, arabes et méditerranéens. Comment croire à la "nette amélioration des indicateurs sociaux" alors que depuis une dizaine d'années, le Maroc stagne, et reste rangé dans le dernier tiers des nations les plus pauvres du monde ? Ce gouvernement, qui ose parler de "transparence", se garde bien de publier la moindre statistique susceptible de donner une indication sérieuse sur l'ampleur des inégalités des revenus et des fortunes dans le pays, et ce ne sont pas les rares enquêtes sur "les dépenses de consommation" qui pourraient nous aider à le faire, ne serait-ce que parce que, au niveau des catégories les plus aisées, les dépenses de consommation restent bien inférieures aux revenus réels et ne reflètent donc qu'une très faible part de l'ampleur de l'inégalité. En revanche, il existe aujourd'hui dans l'administration des statistiques qui pourraient nous donner une idée de la réalité des disparités de revenus dans le pays : la répartition par des recettes de l'impôt sur le revenu. Or de telles statistiques sont gardées comme un secret d'Etat par le ministère des Finances. Même les députés au Parlement n'ont pas réussi à obtenir de tels chiffres ! C'est dire...

Pourquoi les inégalités se creusent-elles ? Et comment se fait - ou ne se fait pas - la redistribution des richesses ?

Depuis Marx au moins, on sait comment un système fondé sur l'appropriation par une minorité des moyens de production ne peut que générer concentration de

PORTRAITS Un seul Maroc....

Ali

Age : 36 ans
Profession : Installateur de paraboles/peintre en bâtiments
Situation familiale : Marié, deux enfants
Revenu moyen : 7000 à 9000 Dhs

La débrouille

Avec seulement un " Certificat de la formation professionnelle " dans la branche technique en poche, Ali aurait pu longtemps ramer de petits boulots en petits boulots. Grand, le visage affable et jovial, ce Casablancais de 36 ans réussit pourtant aujourd'hui à s'assurer des revenus confortables en misant à fond sur la carte de l'informel. Après s'être lancé dans une carrière au noir en peintre en bâtiments, c'est l'arrivée massive de la parabole dans le paysage marocain qui aura été sa planche de salut. Débrouillard et curieux de nature, Ali flaire dès le début le bon filon et se fait la main à Derb Ghallef avant de se mettre à son compte. Depuis, sa clientèle qui se chiffre à une cinquantaine de clients réguliers fait appel à lui au moindre pépin. "Je perçois pour mes interventions entre 100 à 150 Dhs je peux enchaîner deux ou trois bricoles par jour", estime-t-il fièrement. Et pour arrondir généreusement ses fins de mois, Ali a trouvé le bon plan : il n'a pas lâché so métier de peintre et cumule deux professions dans l'informel. "L'été, je peux me faire jusqu'à 2000 à 3000 Dhs par chantier, sachant que le chantier dure trois à quatre jours". Au final, Ali s'assure des revenus mensuels nets de 7000 à 9000 Dhs. De quoi payer un loyer de 1500 Dhs et d'assurer les frais de l'école de son fils aîné (350 Dhs). S femme, se fait aussi un peu d'argent de poche comme brodeuse à domicile. "Elle se prend presque entièrement en charge. Les provisions, les vêtements des enfants, leur scolarité ainsi que les frais médicaux, je m'en charge". Travailler au noir ne lui pose pa de problème. Seule peur : tomber malade ou avoir un accident et ne plus être capabl de subvenir aux besoins de sa petite famille. Ali préfère ne pas trop y penser et concen son esprit sur un autre projet qui lui tient à cœur : offrir une maison à sa femme et se deux enfants. Ses connaissances dans le bâtiment, il les mettra à profit pour construir une maison à deux étages avec son frère. Ils sont déjà à la recherche du terrain. ■

nouvement" il y a, il est ème régressif»

richesses d'une part, et marginalisation et exclusion de l'immense majorité d'autre part. Le capitalisme a malgré tout su, dans la plupart des pays développés, inventer des modes de régulation. "L'Etat-providence" a déployé des systèmes redistributifs (fiscalité progressive, budgets sociaux conséquents, systèmes de sécurité sociale généralisée...). Le "modèle fordiste" a su, de son côté, intelligemment assurer un meilleur partage des gains de productivité entre "capital" et "travail", et au-delà œuvrer à promouvoir une classe moyenne qui s'est révélée le vrai moteur d'une croissance principalement tirée par la demande interne. Au Maroc, non seulement nous n'avons ni "Etat-providence" ni "régulation fordiste", mais nous subissons à la place le "Makhzen économique" où le plus fort écrase les plus faibles, où les équilibres macro-économiques valent mieux que les équilibres sociaux et où la proximité du pouvoir politique et les passe-droits s'avèrent, pour une certaine "bourgeoisie de cour", plus payants qu'une saine compétition sur les marchés. Un tel système n'est ni socialement tenable, ni économiquement viable.

■ Comment faire pour que la redistribution des richesses se fasse de manière plus équitable ?

La redistribution de richesse commence au niveau des entreprises, là où se fait le partage de la valeur ajoutée entre salaires et profits, puis elle se poursuit au niveau des systèmes de régulation, notamment institutionnels et financiers, que l'Etat peut développer. Au premier niveau, on commencera à aller de l'avant lorsque nos "patrons" comprendront que respecter la législation du travail, former le personnel et distribuer des salaires décents est le meilleur moyen d'élargir le marché de leur propre production et de faire prospérer leurs affaires. L'Etat doit, de son côté, profondément repenser sa politique sociale, sa politique des revenus (à commencer par ceux qu'il distribue à ses fonctionnaires), sa politique budgétaire et fiscale... Pour s'en tenir à cette dernière, ce que fait ce gouvernement ces derniers temps n'est pas une réforme mais une contre-réforme fiscale, au plein sens du terme puisqu'elle réduit encore plus la contribution des plus riches et alourdit démesurément les charges fiscales qui pèsent sur l'écrasante majorité de la population aux revenus modestes ou moyens. Au lieu d'étendre et de relever les taux de la si peu équitable TVA, ou encore de réduire le taux supérieur de l'IR, notre système fiscal a surtout besoin d'atténuer le poids de certaines taxes à la consommation, de fiscaliser correctement les revenus agricoles, fonciers, financiers et de tout soumettre à un barème d'imposition réellement progressif. Il faudrait aussi mieux maîtriser l'assiette des profits imposables à l'impôt sur les sociétés, créer un impôt sur les grandes fortunes et un autre sur les successions. ■

AIC PRESS

C'est exactement le mandat qui sera donné à Abdelouahed Souheil en février 1998. Mais c'est quelques semaines avant son décès que Hassan II verra aboutir l'opération économique qui reste jusqu'à aujourd'hui le plus bel exemple de bonne gouvernance en matière de concession : la deuxième licence GSM. Celle-ci rapportera plus d'un milliard de dollars à l'Etat et deviendra un cas d'école dans la littérature de la Banque mondiale. Ce ne sont là que des exemples épars pour illustrer la dynamique positive en matière économique. Sur le plan politique, la libération des prisonniers politiques en 1994, le débat sur la constitution, et enfin l'alternance ont représenté une évolution loin d'être parfaite mais toutefois positive. Si le règne de Mohammed VI a débuté sous de bons auspices, les mauvais augures n'ont pas tardé. Ce fut d'abord la presse. Si celle-ci a osé un peu plus, elle a en contrepartie beaucoup souffert sous le nouveau règne comparativement aux dernières années de Hassan II. Sur le plan politique, les commissions royales ont tôt fait de pulluler, rognant les prérogatives d'un gouvernement qu'on a arraché des mains de l'USFP pour le mettre aux mains d'un Premier mi- •••

Leila et Kamal

Age : 39 ans/43 ans
Profession : Pédiatre/Architecte
Situation familiale : Mariés, 2 enfants
Revenu mensuel net : 50 000 Dhs + 80 000 Dhs

L'argent facile

Pour Leila et Kamal, l'argent n'est pas franchement un problème. Respectivement pédiatre et architecte, ils vivent confortablement avec un revenu mensuel commun de 130 000 dirhams. Ils viennent tout récemment de s'installer dans leur villa flambant neuve à Californie, quartier huppé de Casablanca. D'une superficie de 450 m², cette coquette villa leur a coûté 5 millions de dirhams. " Nous avons empreinté 1 million de dirhams auprès des amis ", souligne le mari qui affirme que pour l'ameublement et la décoration, ils ont déboursé à peu près 900 mille dirhams. Le budget mensuel de ce couple est très variable. Il est réparti entre : les frais de la scolarisation de leurs deux enfants, un garçon et une fille, à la mission française, 4500 Dhs ; matériel scolaire/repas école, 4000 Dhs, les factures de l'eau, l'électricité, le téléphone, l'Internet et le gaz, 6000 Dhs ; les salaires du chauffeur, le gardien, la cuisinière et la femme de ménage, 7500 Dhs ; crédit auto (3 voitures), essence, entretien, assurances auto, 15 000 Dhs ; nourriture et restaurant, 14 000 Dhs, vêtements, 15 000 Dhs, soins de santé, 4000 Dhs, sports ; sorties, journaux et magazine, 10 000 Dhs, tabacs et alcool, 3000 Dhs, cadeaux et imprévus, 5000 Dhs. Ce budget ne comprend pas le grand le voyage annuel qui est souvent programmé en août.

" Généralement, pour les vacances de l'été, nous déboursons entre 80 et 100 mille Dhs, shopping non compris ", explique leila. Même avec ce budget, Kamal et Leila ne se considèrent pas forcément comme une famille riche. " Nous ne manquons de rien mais il faut dire qu'on vit avec les moyens du bord ", ironise kamal. Des moyens du bord que beaucoup lui envieraient. ■

••• nistre technocrate. Les élections furent gérées à l'iranienne.
Le façonnage des résultats s'est fait a priori en décidant, dans le cas des islamistes du Parti de la Justice et du Développement (PJD), qui devait se présenter et où, surtout pour les élections communales de 2003. Les attentats du 11 septembre 2001 et ensuite ceux du 16 mai 2003 vont voir *l'Etat recourir à une violation des droits* massives avec la multiplication de cas de tortures d'enlèvements, et même de mort sous la torture. Tout cela avec une répression parfois larvée mais toujours soutenue de la presse indépendante. Enfin, il y eut le cannibalisme économique de la monarchie. Les hommes d'affaires qui gèrent les affaires du roi n'ont plus de scrupules. C'est dans un joyeux mélange des genres que s'opèrent fusions et acquisitions. Avec comme dernière évolution la mise au pas du patronat. Pluviométrie et pétrodollars donnent toutefois l'impression d'un boum économique finalement limité à une petite minorité de privilégiés. Le pacte faustien qui consiste à laisser se développer l'économie informelle est plus que jamais en cours. C'est la seule façon pour que la crise sociale ne se transforme pas en crise politique, voire sécuritaire. Il ne faut pas s'étonner dans ces conditions que la corruption progresse et que le Maroc finisse par obtenir les résultats médiocres que lui assignent les indicateurs de la Banque mondiale aujourd'hui. Pourtant, des craquelures apparaissent. Les citoyens s'organisent pour contester la hausse des prix de produits de première nécessité. Le profil des kamikazes marocains est invariablement celui de jeunes exclus des bidonvilles ceinturant les grands centres urbains. Enfin, les sondages montrent que ce sont ceux qui font le plus figure d'opposition sérieuse qui sont les favoris des électeurs : le PJD. Mais si la gouvernance du pays n'est pas au point, la capacité grandissante de la société à s'organiser, la nature entreprenariale des Marocains dont atteste l'économie informelle, l'ingéniosité et le labeur qu'ils mettent à joindre les deux bouts et même plus, montrent que les ingrédients d'une évolution vers un Maroc prospère et stable existent. Dommage que des élites recroquevillées sur leurs privilèges et une monarchie qui se repait de son autoritarisme ne le voient pas. Si les institutions actuelles ont été incapables de libérer les énergies positives que recèle ce pays, cela ne veut pas dire qu'elles n'existent pas. ■

SOCIAL La rue gronde

Rabat, Casablanca, Mohammédia, El Jadida, Tanger... La grogne contre la hausse des prix des matières de première nécessité fait rage dans tout le Maroc. Le signe d'un malaise social qui prend de l'ampleur.
Tout commence un certain mercredi 29 mars dans un petit *patelin entre Tanger et Fès, Oued* Zem. Des centaines de citoyens investissent la place des Martyrs pour "protester contre la politique du gouvernement visant la dégradation de leur pouvoir d'achat". Très vite, c'est tout le pays qui s'embrase. Rejoint par une vingtaine d'associations et de partis d'extrême gauche, l'AMDH structure le mouvement le 21 septembre et crée une Coordination nationale de lutte contre la hausse des prix. Une semaine nationale contre la hausse des prix est organisée du 2 au 9 octobre. Dans tout le pays, les gens descendent dans les rues par milliers pour protester contre la flambée des prix de produits de première nécessité comme le lait, les légumes, la viande de volaille, le beurre, l'eau minérale ou encore la levure. En cause, le passage du taux de TVA de 7 à 10%, inscrit dans la loi de Finances 2006, qui a eu pour effet direct une augmentation moyenne de l'Indice du coût de la vie de 3,3%. La hausse des prix des transports publics (3,5 Dhs le ticket de bus à *Casa contre 2,5 Dhs auparavant* et deux augmentations des tarifs pour les taxis blancs en 2006) et du prix de l'eau et de l'électricité (+7%) aura été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase et poussé les gens par milliers à investir la rue pour crier leur détresse . Pour Abdelhamid Amine, le secrétaire général de l'AMDH, la popularité du mouvement montre à quel point la situation sociale est tendue au Maroc. " On nous parle de l'INDH mais un an et demi après son lancement, on ne constate toujours pas ses effets positifs. Sur le terrain, il y a une majorité écrasante de gens qui ne voient pas leur situation s'améliorer ", alerte-t-il. Selon lui, au lieu de s'améliorer, la situation irait en s'empirant. " Que ce soit au niveau de l'emploi, du niveau de vie, de l'enseignement, de la sécurité sociale ou encore du régime des retraites, il n'y a pas de progrès social mais une régression. C'est criant, les inégalités s'accentuent et les riches sont toujours plus riches alors que les pauvres s'appauvrissent encore et encore ", *s'inquiète-t-il. Face à de* telles difficultés, la fièvre sociale qui a atteint la rue ne semble pas prête à vouloir s'arrêter. Plus mobilisées que jamais, les 70 coordinations régionales du mouvement sont en train de rassembler leurs troupes pour un double coup de force. Elles descendront toutes dans les rues de leurs villes respectives le 14 décembre prochain pour faire entendre la voix de tous ces Marocains qui ne s'en sortent plus. Une répétition générale de grande ampleur avant l'organisation d'une marche collective le 24 décembre à Rabat. Les deux événements représenteraient un vrai coup de semonce à la politique sociale de l'Etat s'ils réussissent à mobiliser les foules comme prévu. ■

... plusieurs mondes

Aïcha

Age : 40 ans
Profession : Femme de ménage
Situation familiale : Mariée, cinq enfants
Revenu moyen : 2000 Dhs dans le formel plus 1000 Dhs dans l'informel

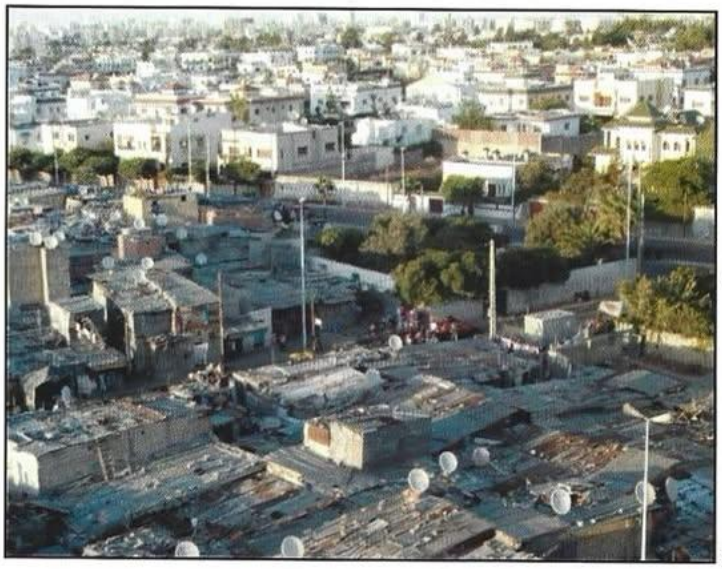
La galère en fin de mois

Aïcha est mère de cinq enfants. Elle est -presque- mariée depuis vingt ans. Presque, parce que son mari, l'a quittée sans jamais la répudier depuis des années. Elle s'est retrouvée seule gérant une famille de six personnes. La malchance a voulu qu'elle ait une fille, malade qui lui coûte chaque mois pas moins de 400 Dhs de traitement.
"Notre situation est critique ", confie la jeune femme. Preuve en est, son fils aîné âgé de 15 ans a dû quitter, il y a deux ans, les bancs de l'école pour travailler dans un petit commerce où il gagne 500 Dhs. " Ça n'a pas pour autant réglé le problème ", déplore-t-elle.

Pour expliquer la galère dans laquelle elle vit au quotidien, Aïcha met en avant la cherté de la vie et la stagnation de son salaire depuis six ans. Occupant un appartement de deux pièces exiguës au quartier Moulay Rachid à Casablanca, cette famille dispose d'un budget mensuel de 2000 Dhs. Les charges liées au loyer (800 Dhs), au transport (500 Dhs) et à la scolarité (300 Dhs) représentent plus de la moitié des revenus. " Côté alimentation, nous ne pouvons pas nous permettre le luxe de penser à une nutrition saine et équilibrée ", avoue Aïcha. Les dépenses consacrées à l'alimentation sont de l'ordre de 500 Dhs par mois. Aïcha doit constamment faire preuve d'ingéniosité pour apporter un semblant de saveur à sa cuisine. Comment cette famille arrive à joindre les deux bouts avec un budget aussi strict ? A côté de son travail de femme de ménage dans une entreprise de services, Aïcha exerce la même tâche tous les week-ends pour le compte de clients particuliers au tarif de 100 Dhs la journée. Elle peut gagner ainsi jusqu'à 1000 Dhs mensuellement. Ce revenu informel est bien gardé au chaud. Pour elle, c'est une sorte d'épargne permettant de couvrir des frais ponctuels comme ceux liés à la rentrée scolaire, au Ramadan et à la fête de Aïd El Kbir. Autant dire que tous les moyens sont bons pour renflouer un peu la caisse familiale. ■

Un Maroc à deux vitesses

Au volant de son taxi, en plein milieu du boulevard d'Anfa, Moustapha est dépité. Dans un grand soupir, il montre du doigt le tableau autour de lui : luxueuses vitrines de magasins, immeubles haut-standing flambant neufs, belles voitures au volant desquelles trônent des cadres dynamiques en tailleurs ou costumes trois pièces. «*Est-ce que vous croyez que c'est vraiment ça le Maroc ?* s'énerve ce Casablancais d'une quarantaine d'années. *Les gens qui passent ici ont l'impression que tout va de mieux en mieux, que le pays est en mouvement, que l'économie est bonne. Mais c'est un miroir truqué. Le vrai Maroc, il faut aller le chercher un peu plus loin, à la périphérie. C'est là que la majorité des gens habitent et la vie y est bien moins facile*». Pour Moustapha, installé dans une petite maison familiale à Oulfa, l'équation est tous les jours plus difficile à résoudre : comment faire vivre sa famille avec un salaire qui baisse et des dépenses qui n'en finissent pas de gonfler. «*Je gagne entre 2000 et 3000 dirhams par mois, ma femme ne travaille pas et je viens d'avoir une petite fille. Avec la multiplication du nombre de taxis à Casablanca, il est plus difficile de trouver des clients qu'avant et ça paye moins bien. Les factures, elles, par contre, ne cessent d'augmenter et c'est de plus en plus difficile de finir les mois. Alors, avec ma femme, on se serre la ceinture et on ne mange de la viande qu'une fois par semaine ou par quinzaine. Mais c'est de plus en plus dur*». Comme Moustapha, des milliers de Marocains se font en ce moment entendre pour dénoncer des conditions de vie qu'ils jugent de plus en plus difficiles. A travers quelque 70 coordinations montées un peu partout dans le pays par le collectif mis sur pied par l'AMDH et les associations d'extrême gauche, ils manifestent contre la hausse des prix qui les met chaque jour dans des conditions de plus grande précarité.



DR

D'UN CÔTÉ LES RÊVES, DE L'AUTRE LA RÉALITÉ

Une précarité que l'on ne retrouve pas au niveau des chiffres et statistiques présentés par le gouvernement. Un taux de croissance de 7,3%, le taux de pauvreté en baisse (19% en 1998/99 et 14% en 2004), des investissements en hausse (plus de 25 milliards de Dhs en 2006), des projets d'infrastructures grandioses (Tanger-Med, autoroutes, Bouregreg), des projets sociaux (INDH) lancés •••

L'instit qui rame

Ahmed

Age : 54 ans
Profession : instituteur
Situation familiale : marié
4 enfants
Revenu : 4400 Dhs

Ahmed Bahi, 54 ans, instituteur de son état, ne sait plus à quel saint se vouer. Il a passé trente ans de sa vie à jongler avec les fins de mois difficiles et les crédits qui n'en finissent pas. La situation est pour lui de plus en plus tendue. Entre les enfants dont les charges augmentent d'année en année, le loyer (2500 Dhs), le téléphone, l'eau, l'électricité et les provisions, son salaire s'envole dès les 10 premiers jours du mois. Les seuls biens qu'il possède : des meubles et une vieille guimbarde datant des années 70 dont il faudra d'ailleurs se séparer. "Avec la récente hausse du carburant, elle cause plus de mal que de bien ", explique Ahmed. Les problèmes d'argent, c'est son quotidien. Les hausses des matières premières telles que le sucre, le beurre ou encore l'augmentation de 7% de l'électricité n'arrangent surtout pas ses affaires. Son budget en a reçu un coup et pourtant il ne s'agit que de quelques dirhams de plus, diront certains. "On a toujours traité les instits de gripsous. Mais c'est la cherté de la vie qui nous accule à devenir "hssaybiya " ". Pour s'en sortir, il est obligé de se rabattre sur les cours supplémentaires. En plus de son travail, il doit supporter le chahut d'une dizaine de gamins un soir sur deux pour boucler ses fins de mois. Le salaire de sa femme infirmière ne dépasse pas 3000 Dhs, à eux deux ils gagnent 8000 Dhs en tout et pour tout. Une misère quand on vit à Casa avec quatre enfants à charge dont deux ayant terminé leurs études et au chômage. "Je suis obligé de leur donner des sous chaque jour pour le café et la cigarette et ça crée des tensions pas possibles à la maison ". Ahmed représente une classe moyenne, certes active, mais à la limite du seuil de la pauvreté. ■

ENDETTEMENT

Source de richesse ?

« Actuellement, c'est l'endettement qui pourvoit à l'amélioration du niveau de vie d'une grande partie de la population marocaine", explique Najib Akesbi, économiste. Le constat est alarmant d'autant qu'un niveau d'endettement à la hausse peut annuler l'effet de la croissance quelle que soit son niveau. Les sociétés de crédit à la consommation font leur beurre avec les fonctionnaires qui représentent une de leurs cibles privilégiées.

"Le coût de la vie augmente, mais les salaires ne suivent pas. Les fonctionnaires n'ont d'autres choix que de contracter des crédits ", explique-t-il.

Plus d'un million d'entre eux ont, en effet, recours aux services des sociétés de crédit à la consommation qui totalisent près de 24 milliards de Dhs d'encours de crédit à fin 2005. La proportion des fonctionnaires qui doivent faire face au problème de surendettement, même si elle tend à diminuer, reste pour le moins préoccupante. Ainsi, ils étaient 3500 à être en butte à des problèmes de surendettement en 2004, selon les derniers chiffres de l'Association professionnelle des sociétés de financement (APSF). Et encore, la situation était bien pire en 2000 puisque 235.000 fonctionnaires souffraient du surendettement. Depuis, l'APSF a instauré en 1999 le système de consultation-réservation-confirmation avec la Direction de la rémunération et du paiement des pensions (DRPP). Une procédure qui permet de limiter le surendettement des clients en évitant le cumul des dossiers de crédit.

Pour renforcer l'efficacité de cette procédure, le salaire non-saisissable est passé de 500 Dhs (dont les allocations familiales) à 1000 Dhs hors allocations familiales. Un projet de loi, tant attendu, visant à expliquer et limiter le surendettement est en gestation depuis plusieurs années déjà. ■

en grande pompe et surtout une évolution des mentalités présentées comme la nouvelle norme dans les beaux quartiers : l'image officielle du Maroc est celle d'un pays "en mouvement". Mais qu'en est-il réellement ?

Dans les faits, si le Maroc se développe, ce développement ne profite pas à tout le monde. Entrepreneurs, cadres, financiers, ce sont ceux qui ont déjà le pouvoir et l'argent qui bénéficient de ce "Maroc en mouvement" que l'on veut bien nous vendre un peu partout. «*Ceux qui ont l'argent contrôlent l'activité du marché et font en sorte de continuer à payer les gens le moins possible pour faire le maximum de profit. C'est l'intérêt particulier qui prévaut, pas l'intérêt général*», analyse Ahmed Ben Cheikh. Pour cet universitaire spécialiste du développement, plusieurs facteurs tendent à favoriser les plus riches aux dépens des plus pauvres. En premier lieu l'explosion de l'immobilier, avec des prix au mètre carré qui frôlent les 16000 Dhs à Rabat, Casablanca, Marrakech ou encore Tanger. «*Ce sont les plus riches qui possèdent les biens immobiliers. L'euphorie foncière que l'on connaît en ce moment ne profite qu'à eux. Elle pose par contre un gros problème au reste des Marocains. Ceux de la classe moyenne qui voudraient accéder à la propriété sont obligés de s'endetter presque à vie pour faire face à des prix rédhibitoires. Quant aux plus pauvres qui se contentent de louer, ils voient leurs loyers monter en flèche et peser lourdement sur leur budget global*», poursuit-il.

Et c'est la classe moyenne qui paie les pots cassés. L'étalon de la classe moyenne, c'est le petit fonctionnaire, l'instituteur ou l'infirmier avec un salaire autour de 3000 Dhs. Dans les années 60, l'instituteur était en mesure de construire sa maison, d'avoir sa voiture, de nourrir ses enfants. Celui d'aujourd'hui a des difficultés pour faire face à toutes ces dépenses. Il n'a presque plus accès à la propriété si ce n'est en acceptant de s'endetter pour toute sa vie (voir portrait). Cette classe moyenne s'est paupérisée et l'explosion de l'immobilier le handicape terriblement. Même des universitaires sont dans des positions difficiles. «*Cette situation est inquiétante car c'est le développement des classes moyennes qui permet en général de tirer un pays vers le haut*», explique Ahmed Ben Cheikh. «*Aujourd'hui, le Maroc est au ralenti, entre autres parce qu'il n'y a pas dans le royaume de vraie classe moyenne qui joue son rôle dans la vie économique et politique. La paupérisation de la classe moyenne fait qu'après avoir été très USFP, elle se tourne vers le PJD*», analyse Ahmed Bencheikh.

LES RICHES TOUJOURS PLUS RICHES

La fiscalité aussi pose problème. Elle ne permet pas de compenser suffisamment les inégalités. La TVA forte et payée par tous grève ainsi les budgets des plus pauvres quand les classes sociales les plus élevées peuvent encore jouer le jeu de la corruption pour négocier avec leurs inspecteurs des impôts une ardoise fiscale très allégée. «*La politique fiscale a désormais une finalité essentiellement comptable. Elle vise par une augmentation de la TVA sur l'ensemble des produits de consommation populaire à rattraper les baisses de ressources douanières liées aux différents accords de libre-échange passés récemment par le Maroc et à maintenir le déficit budgétaire à l'hypothétique seuil de 3 %*», regrette Mehdi Lahlou, économiste, pour qui «la politique de retrait économique et d'austérité sociale» de l'Etat se traduit par «plus de richesse pour les plus riches», alors que «*la plus grande partie des habitants du pays paraît s'enfoncer dans la pauvreté et la précarité, dans les villes mais surtout en milieu rural*».

Le coût de la vie augmente de son côté de plus en plus sans pour autant que les salaires suivent la tendance. Le constat du Haut commissariat au plan est alarmant. Selon une récente étude du département de Lahlimi, la hausse des prix des produits alimentaires et le renchérissement des frais de transport en seraient les principales causes. Selon les statistiques du HCP, l'indice moyen du coût de la vie des sept premiers mois de l'année en cours a progressé de 2,9%. Si actuellement, le cadre macro-économique se tient plus ou moins bien, c'est plus grâce à une bonne pluviométrie et à des recettes de privatisations dont la manne se tarit de plus en plus. «*L'histoire économique du Maroc des trente ou quarante dernières années est une succession de variations des taux de croissance qui peuvent, essentiellement en raison d'une très bonne campagne agricole, atteindre des sommets, puis juste l'année suivante, parce que la pluie a cédé la place à une sécheresse persistante, s'effondrer à des niveaux dramatiques*», souligne N. Akes-

"La plus grande partie des habitants pays s'enfonce dans la pauvreté et la

bi. En 1996, une campagne agricole record avait propulsé le taux de croissance du PIB à plus de 12%, mais dès 1997, le PIB est tombé à -3% à cause des mauvaises conditions climatiques. La suite, on la connaît : *«loin de lancer le "décollage économique" du Maroc, les 12% de 1996 ont été suivis par une décennie de quasi-stagnation économique avec des taux de croissance moyens très insuffisants»*, rappelle Najib Akesbi.

«Le "surplace économique" est à rapporter – malgré le chiffre de croissance du PIB supérieur à 7 % qui devrait être retenu pour 2006 – notamment à la relation qui continue d'exister entre évolution du PIB global et niveau des précipitations, et aussi au fait que le Maroc continue de perdre des places au niveau du commerce mondial, avec un déficit commercial multiplié par 5 en l'espace de 10 ans et un taux de couverture des importations par les exportations situé désormais à plus ou moins 50 %, soit son plus faible niveau historique», explique pour sa part Mehdi Lahlou.

Pour résorber le déficit social, le Maroc doit maintenir une croissance économique supérieure à 6%. Or ce n'est pas le cas, et ce ne sera pas le cas à court terme. *«Le coût de la vie est de plus en plus haut. Le Haut commissariat au plan parle d'une augmentation de près de 4% mais les gens ont l'impression que c'est beaucoup plus important. Sur le terrain, la situation sociale est difficile. Les gens ont de plus en plus de mal à s'en sortir. Il y a une stagnation, voire même une régression sociale pour les plus pauvres»*, alerte Abdelhamid Amine, le secrétaire général de l'AMDH, qui milite en tête du jeune collectif contre la hausse du coût de la vie.

La panne économique et sociale est visible à l'œil nu, les gouvernants n'arrivent pas à repenser l'économie pour inscrire le pays sur la voie du développement pérenne. Entre-temps, une frange de la population restera dans l'antichambre de la dignité. Une façon de faire est de pallier l'urgent, d'agir par une politique de mise à niveau sociale ciblée, faite par et pour ceux qui souffrent le plus. D'autant que jusqu'à présent, les filets sociaux ont été plus sécuritaires qu'autre chose. Engager des réformes en profondeur, c'est remettre en question cet équilibre. *«Les différents programmes sociaux mis en place par l'Etat (INDH) n'apportent pas de solutions durables. Ce sont surtout des mesures prises à court terme afin de nourrir les gens qui ont faim pour empêcher l'explosion sociale»*, déplore Ben Cheikh. Pour lui, le Maroc ne pourra en finir avec son extrême pauvreté et ses inégalités qu'en mettant en place une véritable politique sur le long terme.

«Mis à part les programmes mis en place en collaboration avec le PNUD et pour lesquels une évaluation est requise, l'Etat ne s'est pas doté d'outils suffisants pour expertiser l'impact des mesures sociales qu'il prend. Résultat : il est très difficile de savoir si les programmes lancés sont adaptés aux besoins des gens et de rectifier le tir si ce n'est pas le cas», regrette-t-il.

En l'absence d'une vision sur vingt ou trente ans, l'Etat se contente pour l'instant de jouer la carte de la poudre aux yeux. Chaque ministère communique ainsi à grand renfort de conférences de presse et de visites de sites au moment du lancement des projets. Mais fait bizarrement l'impasse sur une autre communication, pourtant beaucoup plus significative : celle des résultats. ■

précarité, dans les villes mais surtout en milieu rural".